

Anatoli Vichnevski ¹

Russie : les alternatives démographiques

Depuis 1994, la population russe a diminué de presque six millions de personnes. Cette baisse continue et importante du volume de population est révélatrice de certains dysfonctionnements de la Russie. Si elle se poursuit ou s'accroît, la Russie se heurtera très probablement à de graves problèmes économiques et sociaux, aggravés par la difficile maîtrise de son immense territoire.

Anatoli Vichnevski s'intéresse ici aux perspectives démographiques de la Russie et nous montre que les évolutions catastrophiques de la mortalité, une fécondité semble-t-il durablement faible n'incitent pas à anticiper un accroissement naturel important de la population.

Après avoir présenté les projections de volume et de composition de la population du Centre de démographie et d'écologie humaine qu'il dirige à l'Académie des sciences de Russie, l'auteur examine quelles seraient les conditions de réalisation d'une stabilisation du volume de la population russe à son niveau actuel à l'horizon 2100. Il montre ainsi que pour réaliser le futur souhaitable d'un volume de population constant sur le siècle, un recours important à l'immigration est nécessaire. C'est pourquoi, dit-il, « la recherche d'une réponse au défi migratoire du XXI^e siècle devient un des objectifs les plus importants de la politique intérieure voire extérieure de la Russie ».

F.J.

1. Anatoli Vichnevski est démographe, directeur du Centre de démographie et d'écologie humaine (CDEH), Institut des prévisions économiques de l'Académie des sciences de Russie.

La Russie a été l'un des premiers pays du monde où le rapport fécondité / mortalité qui s'est établi dès 1964 a rendu impossible le simple remplacement des générations ². Comme ce rapport s'est maintenu au cours des décennies suivantes, cela a conduit à un accroissement naturel de la population de Russie négatif en 1992, donc à la baisse de la population. De début 1994 à début 2006, la population s'est réduite de 5,9 millions de personnes, passant de 148,6 millions à 142,7 millions.

Il ne s'agit pas d'une crise provisoire après laquelle tout reviendra dans l'ordre et le nombre des naissances dépassera de nouveau celui des décès, mais de changements durables dans le comportement démographique de la population. Si les tendances démographiques actuelles se maintiennent, la Russie ne connaîtra aucune perspective sérieuse d'accroissement de sa population. En témoignent les projections démographiques des experts russes et étrangers.

Serait-il possible d'influencer le cours des événements, de modifier les tendances apparues et de mettre fin à la dépopulation ? On ne saurait fournir une seule et même réponse aux trois principaux processus démographiques que sont la fécondité, la mortalité et les migrations, dont dépend l'évolution de l'effectif et la structure de la population du pays, aussi les envisagerons-nous séparément.

Perspectives d'évolution de la mortalité

La forte mortalité russe est devenue depuis longtemps un lieu commun non seulement pour les démographes, mais pour tous ceux qui ne sont pas indifférents à la situation sociale et démographique de la Russie. En 2003, l'espérance de vie en Russie était de 58,5 ans pour les hommes et de 71,8 ans pour les femmes. C'est moins, respectivement de 17 et 11 ans, qu'en France.

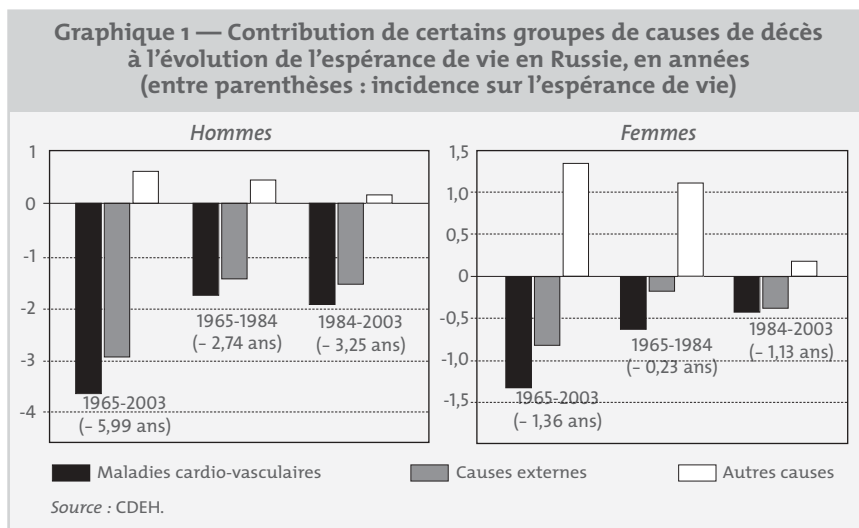
Les meilleurs indices de la mortalité de toute l'histoire de la Russie ont été atteints en 1965, après quoi la situation s'est détériorée de plus en plus et le retard de la Russie sur les pays occidentaux n'a fait que s'accroître. Le début du XXI^e siècle a retrouvé quasiment le même niveau de retard que celui qu'accusait la Russie tsariste au début du XX^e siècle. Pour les hommes, ce retard est devenu même plus important qu'en 1900. À ce moment-là, l'espérance de vie en Russie était inférieure de 12,7 ans à celle de la France pour les hommes et de 14,1 ans pour les femmes.

2. Pour qu'il y ait renouvellement des générations, il faut que le taux net de reproduction de la population (nombre moyen par femme de filles survivant jusqu'à l'âge moyen à la maternité) ne soit pas inférieur à un. Après la Seconde Guerre mondiale, cet indice est tombé au-dessous du chiffre 1 en Russie en 1964, en Allemagne de l'Ouest en 1970, en Allemagne de l'Est en 1972, en Grande-Bretagne en 1973, en France en 1975, en Italie en 1977 et en Espagne en 1981.

La Russie doit sa situation désastreuse en matière de mortalité à ce que la transition épidémiologique (sanitaire), à savoir l'évincement des causes essentiellement exogènes de mortalité par des causes essentiellement endogènes, reste inachevée. Les causes essentiellement exogènes sont celles qui dépendent plus de l'influence du milieu extérieur que de l'évolution intérieure de l'organisme humain. Ce peut être des maladies infectieuses, intestinales, des affections par suite de refroidissement ou autres maladies, ainsi que des causes dites « externes » pouvant provoquer la mort de personnes même en bonne santé, telles que les accidents, meurtres, suicides. La Russie exerce un contrôle bien plus faible qu'en Occident sur les causes exogènes, aussi toute la structure des causes de décès reste-t-elle en bien des points archaïque.

Ces quatre dernières décennies, la dégradation a tenu en grande partie aux évolutions défavorables de la mortalité dues à deux groupes de causes de décès : les maladies cardio-vasculaires et les causes externes. Entre 1965 et 2003, la hausse de la mortalité due à ces causes a réduit l'espérance de vie des hommes en Russie de 6,7 ans (3,7 ans sont à mettre sur le compte des maladies cardio-vasculaires et 3 ans sur le compte des causes externes).

L'archaïsme de la structure des causes des décès en Russie se révèle par deux traits défavorables. Tout d'abord, par rapport à l'Occident³, il existe en Russie une plus grande probabilité de mourir de causes essentiellement exogènes pour les enfants, les jeunes et les personnes d'âge moyen. Cela se rapporte, en premier lieu, aux causes dites « externes » (accidents, suicides,



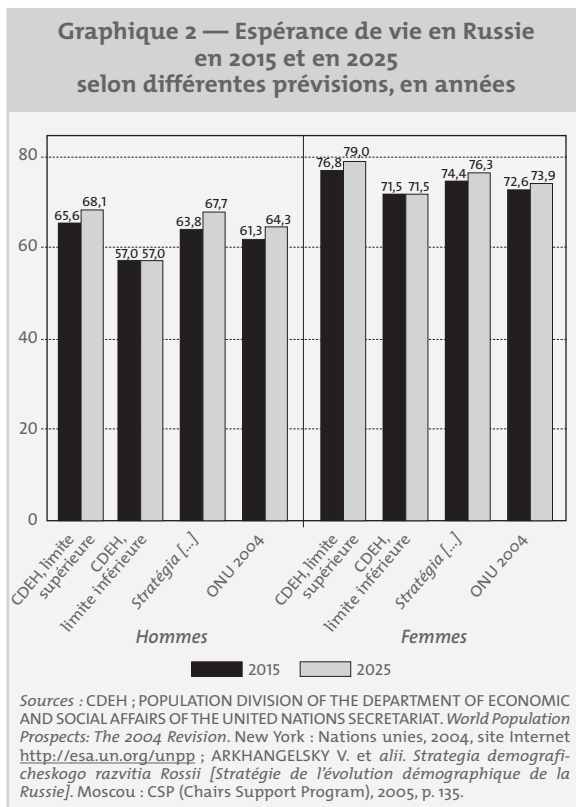
3. Ici et plus loin on utilise les indices moyens « occidentaux » pour 15 pays de l'Union européenne, les États-Unis ainsi que le Japon que l'on rapporte conventionnellement à l'Occident.

meurtres, empoisonnements, etc.). En Russie, en 2000, un nouveau-né avait beaucoup plus de risques de mourir au cours de son existence d'une de ces causes qu'en Occident : 3,6 fois plus pour les hommes et près de deux fois plus pour les femmes.

Ensuite, l'âge moyen des décès est très bas en Russie quelles qu'en soient les causes, y compris celles où en Occident prédomine le facteur endogène dans l'étiologie alors qu'en Russie, le facteur exogène est toujours très important (malnutrition, alcoolisme, stress, etc.). En 2000, les hommes mouraient en moyenne 11 ans plus tôt en Russie qu'en Occident par maladies cardiovasculaires, et 21 ans plus tôt par maladies respiratoires. Cet écart est moindre tout en étant important pour les femmes : respectivement 6,6 et 18,6 ans.

Les tendances peu favorables de la mortalité en Russie s'aggravent depuis 40 ans et on ne saurait les enrayer si l'on ne déploie pas de sérieux efforts dans ce domaine, si l'on n'augmente pas les crédits affectés à la protection de la santé, si l'on ne rehausse pas la valeur de la vie dans l'échelle des valeurs de la société russe. Pour le moment, on ne voit aucun signe de changements en ce sens, aussi n'y a-t-il aucune raison de prévoir une baisse de la mortalité. Et, néanmoins, le fait même qu'il y ait un grand nombre de pays à mortalité bien plus faible incite à l'optimisme. Leur exemple montre que la baisse de la mortalité est, en principe, possible et l'on peut espérer que cela se produira tôt ou tard en Russie, même si l'on n'y a jusqu'à présent aucun indice d'amélioration. On ne saurait, par ailleurs, exclure que la situation continuera à se dégrader, comme cela a été le cas ces 40 dernières années.

C'est pourquoi les anticipations des ten-



dances de la mortalité en Russie se font dans une situation de grande incertitude. Les études ne permettent pas de cerner précisément les changements éventuels de l'espérance de vie, mais permettent de dire, avec une probabilité de 95 %, que celle-ci évoluera entre les deux extrêmes suivants. La limite supérieure est établie à partir d'une hypothèse des plus optimistes selon laquelle l'espérance de vie en Russie augmentera au même rythme que celle de l'Union européenne en 1970-2000 (soit de 0,23-0,24 année par an). Quant à la limite inférieure, elle suppose que même dans des circonstances peu favorables, l'espérance de vie à la naissance ne descendra pas en dessous de 57 ans pour les hommes et 71,5 ans pour les femmes.

Ces hypothèses du Centre de démographie et d'écologie humaine (CDEH) délimitent une zone d'évolutions possibles de l'espérance de vie dans laquelle s'inscrivent bien les projections élaborées par d'autres études, et notamment celles de l'Organisation des Nations unies (ONU, graphique 2).

Perspectives d'évolution de la fécondité

Il y a tout autant d'incertitudes dans les anticipations de la fécondité. Aujourd'hui, la Russie se trouve parmi les pays européens à faible fécondité, au même titre que l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, l'Ukraine, etc. L'indice conjoncturel de fécondité y est de 1,3 alors que pour le simple remplacement des générations, il devrait théoriquement atteindre 2,2. Mais dans la Russie d'aujourd'hui, pour mettre fin à la déperdition naturelle de la population, il est nécessaire de compenser les cohortes féminines peu nombreuses apparues en période de chute de la fécondité dans les années 1990, et pour cela il faudrait élever l'indicateur conjoncturel de fécondité et le porter à 2,5-3 enfants nés vivants par femme. Peut-on compter sur une telle hausse de fécondité ?

Le phénomène de baisse brutale de la fécondité dans de nombreux pays, dans les années 1970-1990, n'est pas analysé jusqu'au bout. L'opinion publique, les experts tant en Russie que dans d'autres pays à faible fécondité, cherchent à l'expliquer par diverses causes concrètes, par exemple, un niveau de vie peu élevé, de mauvaises conditions de logement, l'absence d'intérêt économique pour les parents à avoir des enfants, l'incertitude du lendemain, le chômage, les journées doubles pour les femmes qui travaillent, leur désir comme celui des hommes de se réaliser, etc. Les experts se réfèrent souvent aux résultats des enquêtes au cours desquelles les femmes déclarent qu'elles voudraient bien avoir plus d'enfants, mais qu'elles ne peuvent se le permettre pour les raisons précitées. Ce qui donne lieu à toutes sortes de propositions optimistes comme celles de supprimer ces « obstacles » au moyen d'une politique familiale et d'accroître, par là même, le nombre d'enfants dans les familles. L'expérience accumulée dans le monde ne permet pas de partager cet optimisme.

Les facteurs déterminant le niveau de fécondité sont si nombreux, leurs combinaisons si différentes selon les pays, bien qu'ils mènent aux mêmes résultats, autrement dit, à une faible fécondité, que l'on peut vraiment se demander s'il est possible de modifier le comportement procréateur des hommes, en influençant l'un ou même plusieurs de ces multiples facteurs. Il est selon moi fort possible que l'impact de divers facteurs concrets ne représente qu'un mécanisme intermédiaire et que l'action de tel ou tel autre facteur concret reflète des réactions homéostatiques beaucoup plus générales, systémiques, le « système » n'étant pas la population d'un pays donné mais l'humanité tout entière.

UN NOUVEL ÉLAN DES POLITIQUES FAMILIALES ?

Il existe actuellement des mesures de politique familiale en Russie, mais elles sont bien minces. Les prestations mensuelles allouées aux enfants de moins de 16 ans (de moins de 18 ans pour ceux qui poursuivent leurs études) s'élèvent à 70 roubles (2 euros), ou 140 roubles (4 euros) pour les mères isolées, et couvrent moins de 3 % du minimum vital. Depuis 2005, c'est aux régions et non plus au centre fédéral de préciser le montant de la somme des prestations mensuelles, ce qui n'a pas changé grand-chose. Les prestations mensuelles pour les enfants de moins de 18 mois (500 roubles, un peu moins de 15 euros) représentaient mi-2005 moins de 6 % du salaire moyen (8 500 roubles, environ 250 euros). Les allocations de maternité lors de la naissance de l'enfant s'élevaient à 8 000 roubles (235 euros) en 2006.

Dans l'ensemble, les allocations familiales représentaient en Russie moins de 0,4 % du produit national brut (PNB) en 2000, moins de 0,3 % en 2004 (en 2000, ces chiffres étaient de 2,84 % du PNB en France, 3,13 % en Allemagne et 2,24 % dans l'Europe des 15¹).

Dans son message annuel au Parlement, en mai 2006, le président Poutine a présenté un nouveau programme de

soutien aux familles ayant des enfants. Les points les plus importants de ce programme prévoient de faire passer de 700 à 1 500 roubles (20 à 44 euros) les allocations reçues pour les enfants de moins de 18 mois pour le premier enfant et à 3 000 roubles (88 euros) pour le second enfant. Il prévoit également de compenser les frais liés à la scolarisation en école maternelle, respectivement de 20 %, 50 % et 70 % pour le premier, deuxième et troisième enfant.

Les femmes qui travaillaient avant leur congé de maternité toucheront au moins 40 % de leur salaire pendant 18 mois après la naissance de l'enfant. Est aussi prévue une mesure, nouvelle pour la Russie, selon laquelle les femmes qui mettront au monde un second enfant bénéficieront d'un « capital de mère » d'un montant de 250 000 roubles (7 337 euros) qu'elles pourront dépenser soit comme versement initial pour l'achat d'un appartement, soit pour assurer leur retraite, soit pour financer les études de leurs enfants.

Ce programme, prévu pour au moins pour 10 ans, devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

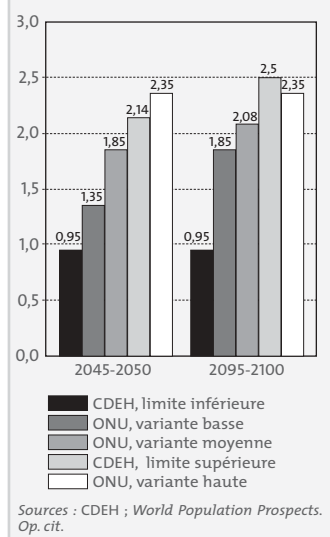
A.V.

1. EUROSTAT. « The Social Protection in Europe ». *Statistics in Focus, Population and Social Conditions*, thème 3, n° 3/2003.

J'avais soumis cette idée il y a quelques années, lors d'une communication à la réunion du groupe d'experts de l'ONU à New York. Il me semble qu'il faut chercher les causes profondes de la chute de la fécondité en Europe au niveau non pas national mais mondial car il y va de l'intérêt de l'humanité entière de faire baisser la fécondité et non de l'élever ⁴. Les pays industriels ont été les premiers à avancer dans cette direction. Ayant rendu possible une baisse sans précédent de la mortalité dans le monde, ces pays ouvrent également la voie à une faible fécondité sans laquelle la faible mortalité une fois acquise devient une immense menace pour l'humanité tout entière.

C'est la logique de la survie globale qui est plus importante que toute autre logique nationale et qui les pousse à cette « mission historique », même si elle risque d'aller à l'encontre de leurs propres intérêts. La chute de la fécondité dans les pays industriels fait partie du processus démographique mondial qui a ses propres déterminants systémiques. « C'est pourquoi il est fort peu probable qu'il y ait, au cours de ces 50 prochaines années, dans tous ces pays, un retour à la hausse de la fécondité et que la Russie soit à l'écart du mouvement général des nations qui ont, à peu de chose près, le même niveau de développement social et économique. On peut plutôt s'attendre à ce que ces pays maintiennent jusqu'en 2050 le bas taux de fécondité actuel et il n'est pas exclu qu'il continuera à baisser ⁵. »

Graphique 3 — Indicateur conjoncturel de fécondité en Russie au milieu et à la fin du XXI^e siècle selon différentes prévisions



Mais il existe, bien sûr, des points de vue plus optimistes sur l'avenir de la fécondité en Russie. Aussi, lors de l'élaboration des prévisions démographiques, tient-on compte tant des scénarios les plus optimistes que des plus pessimistes. Comme pour la mortalité, le système de scénarios du CDEH englobe une vaste zone de trajectoires possibles de fécondité. La limite inférieure de cette zone correspond aux prévisions pessimistes selon lesquelles le nombre moyen de naissances par femme se maintiendra autour de 0,95 en 2050 (notons que les prévisions les plus politiquement correctes de l'ONU fixent la valeur minimale de l'indicateur conjoncturel de fé-

4. VICHNEVSKI Anatoli. « Replacement Migration: Is It a Solution for the Russian Federation? » In « Policy Response to Population Decline and Ageing ». *Population Bulletin of the United Nations*, numéro spécial, n° 44/45, 2002.

5. *Ibidem*, p. 274.

condité pour la Russie à 1,35 au milieu du siècle, et à 1,85 à la fin du siècle). La limite supérieure est de 2,14 naissances par femme en 2050 et 2,5 en 2100 (les indices respectifs des prévisions de l'ONU pour les deux dates sont de 2,35).

On peut s'attendre aux combinaisons les plus diverses des tendances futures de la fécondité et de la mortalité. On ne saurait à l'avance exclure les tendances même les plus favorables, à savoir une hausse considérable de la fécondité accompagnée d'une baisse brutale de la mortalité, même si cela est peu probable. Pour la plupart des pays industriels les plus prospères, on rencontre le plus souvent une faible mortalité s'accompagnant d'une faible ou très faible fécondité. Aujourd'hui, une telle combinaison signifierait pour la Russie un progrès considérable même si cette fécondité n'assurait pas le simple remplacement des générations.

Perspectives d'évolution des migrations

Si les tendances actuelles de la fécondité se maintiennent et même s'il y a des changements favorables dans la mortalité, la Russie n'aura pas beaucoup de choix. Elle devra soit se résigner à une baisse rapide et au vieillissement de sa population, ainsi qu'à la perte de son rang dans la hiérarchie démographique mondiale, soit recourir à grande échelle aux ressources migratoires. En ce sens, elle ne se distingue pas de la plupart des pays industriels qui utilisent largement cette ressource pour compenser leurs pertes.

Si la hausse de la fécondité en Russie est peu probable du fait que les familles modernes n'ont pas de motivations à avoir plus d'enfants qu'elles n'en ont aujourd'hui, il existe en revanche une grande probabilité pour que se renforcent les flux migratoires, auxquels ont grandement intérêt la Russie en tant que pays d'accueil et les autres pays en tant que fournisseurs de migrants.

Toutefois, l'expérience des pays occidentaux en matière d'accueil de grandes masses d'immigrants et celle bien plus modeste de la Russie, montrent que même si les immigrants jouent un grand rôle en tant que source de richesse démographique et économique, toute immigration massive engendre aussi nombre de problèmes économiques et sociaux pour les pays d'accueil. Ainsi, le ressentiment contre l'immigration qui a toujours existé dans la société russe s'exacerbe et peut sérieusement freiner les afflux de populations étrangères. Aussi, les prévisions en la matière se font-elles également dans une situation d'incertitude. Et là, deux approches sont possibles.

La première est basée sur l'extrapolation de l'évolution de la migration nette (différence entre l'émigration et l'immigration) que l'on a observée ces 10 dernières années en Russie, ce qui ne présume pas de grands changements dans la politique migratoire de l'État. Au début des années 1990, la Russie a connu une croissance brutale de courte durée de l'immigration puis une retombée

LES PRÉVISIONS STOCHASTIQUES

Les hypothèses sur l'avenir démographique de la Russie retenues dans les prévisions du Centre de démographie et d'écologie humaine (CDEH) sont conformes à la méthodologie d'élaboration des prévisions « stochastiques ». Elles ne prévoient pas de variantes des valeurs discrètes des variables (de fécondité, mortalité et migration) comme on procède dans les prévisions « classiques » les plus répandues aujourd'hui, mais définissent seulement les limites supérieure et inférieure d'une zone continue dans laquelle évoluent les valeurs des variables.

La prévision même présente le résultat d'une série de simulations stochastiques de combinaisons possibles de ces variables (de fécondité, mortalité et migration). Chaque simulation est une

prévision indépendante des combinaisons qui apparaissent de façon aléatoire lors de la distribution normale des probabilités d'évolution des variables.

Ainsi, on évite tout subjectivisme au cours de l'assemblage des différentes évolutions possibles de chaque variable. Les résultats d'une démarche de ce type n'indiquent pas une seule et unique trajectoire d'évolution mais tout un faisceau de trajectoires dont chacune peut être réalisée avec telle ou telle probabilité. Dans leur totalité, ils couvrent un certain champ de valeurs et on peut dire, avec les intervalles de confiance donnés, que les paramètres futurs de la reproduction de la population de Russie (en l'occurrence) ne peuvent pas en sortir.

A.V.

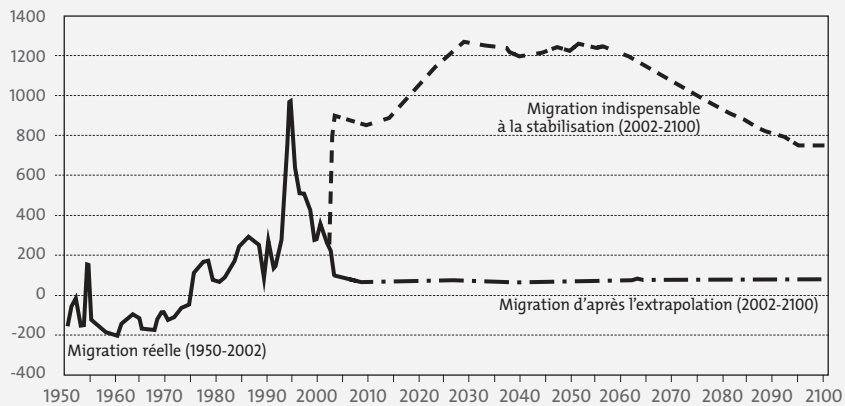
suivie d'une réduction de la migration nette enregistrée, qui s'est accélérée surtout après la crise financière de 1998. On ne saurait néanmoins exclure son accroissement, ne serait-ce qu'en raison de la légalisation des flux d'immigration non enregistrés.

Donc, lors de la définition de la limite supérieure de l'effectif possible de la migration nette, on considère la réduction observée comme une fluctuation de courte durée et on prévoit le retour au niveau d'avant 1998. En revanche, lorsqu'il s'agit de la limite inférieure, on envisage cette diminution comme étant régulière et irréversible. Aussi fixe-t-on cette limite à un niveau extrêmement bas, autrement dit, l'immigration extérieure cesse de jouer un rôle un tant soit peu important dans l'évolution de la population du pays, ce qui correspond à l'état d'esprit d'une certaine partie de la société russe.

La seconde approche d'évaluation de la migration externe dans les prévisions démographiques à long terme s'appuie sur l'idée que grâce à une politique migratoire active de l'État, l'immigration annuelle en Russie augmentera brusquement pour atteindre un niveau permettant de compenser pleinement la déperdition naturelle de la population et de stabiliser son effectif. On pourrait, pour cette raison, parler de prévisions de stabilisation par opposition aux prévisions d'extrapolation qui constituent la première approche.

Avec cette seconde approche, l'ampleur annuelle de la croissance migratoire dépendra des changements dans la fécondité et la mortalité, et se préci-

Graphique 4 — Migration nette en Russie d'après les prévisions, basée sur l'extrapolation des tendances passées et indispensable à la stabilisation de la population (valeur médiane des prévisions), en milliers



Source : CDEH.

sera au cours du processus de simulation lors de l'élaboration des prévisions stochastiques (encadré précédent). C'est la raison pour laquelle elle ne représente pas une grandeur discrète⁶ définie à l'avance. Mais dans tous les cas, il s'agit d'une très grande ampleur de la migration nette. On peut en juger par les valeurs médianes des prévisions stochastiques de l'ordre de 900 000 personnes par an dans les 25 premières années de ce siècle, qui pourraient atteindre 1,2 million entre 2025 et 2050.

Deux séries de perspectives démographiques

Ces deux approches permettent de mettre au point deux variantes de projections de l'effectif de la population et de sa structure par âge qui varient selon les hypothèses de migrations. Il est naturel de leur donner le nom de variantes d'extrapolation et de stabilisation.

Comme l'on pouvait s'y attendre, dans les scénarios d'extrapolation on observe une réduction rapide de l'effectif de la population russe. Si au début de l'année 2001, elle s'élevait à 146 millions de personnes, au début de 2051, elle serait — avec une probabilité de 50 % — à moins de 98 millions puis atteindrait à peine 68 millions au début de 2101.

Plus grand est l'intervalle de confiance, plus importante est l'amplitude des valeurs. On peut affirmer avec une probabilité de 60 % que la population

6. En mathématique, une grandeur est dite « discrète » lorsqu'elle ne peut prendre qu'un ensemble fini ou dénombrable de valeurs (NDLR).

Tableau 1 — Effectif de la population de Russie*, en millions

	Prévision d'extrapolation		Prévision de stabilisation
	Médiane	« Fourchette »**	
1950	102	102	102
1975	134	134	134
2000	146	146	146
2025	125	119-131	144
2050	98	86-112	144
2075	76	58-98	144
2100	64	40-91	144

*Effectif réel jusqu'en 2000, et d'après les variantes d'extrapolation et de stabilisation des prévisions ensuite.

**Intervalle de confiance de 60 %.

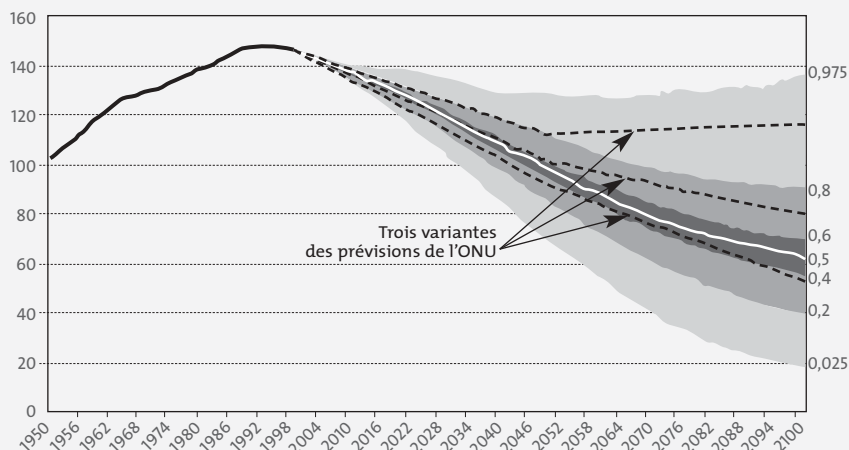
Source : CDEH.

même si elles donnent des évaluations plus élevées et semblent, pour cette raison, un peu plus optimistes. D'après les estimations les plus basses de l'ONU, vers 2101, la population de Russie diminuerait pour atteindre 53 millions de personnes ; elle atteindrait 116 millions d'après les plus hautes et 80 millions d'après les moyennes.

La variante alternative de stabilisation des prévisions du CDEH, qui présume un haut niveau de migration nette, même, il va sans dire, à d'autres

de Russie au début de 2101 oscillera entre 40 et 91 millions et, seulement avec 5 % de probabilité, qu'elle sera inférieure à 19 millions ou dépassera 137 millions de personnes (tableau 1).

On peut comparer les prévisions du tableau 1 établies par les chercheurs du CDEH et celles des experts de l'ONU (graphique 5). Les évaluations de l'ONU sont assez proches de celles présentées sur le tableau 1,

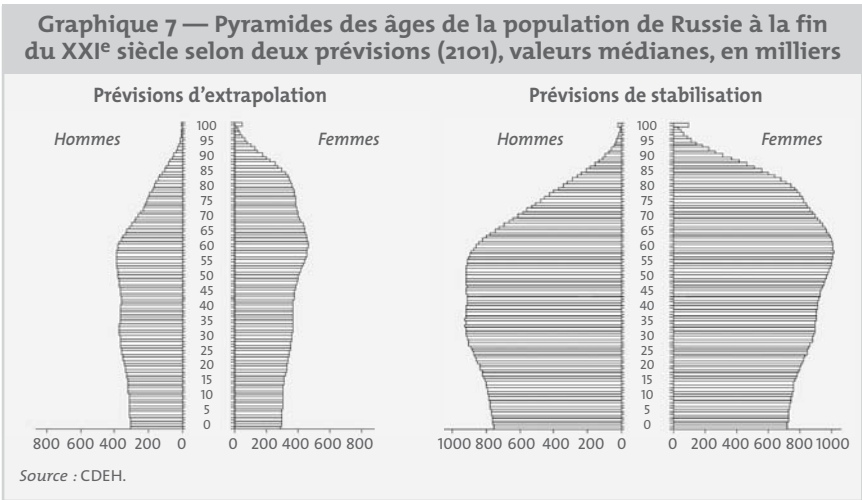
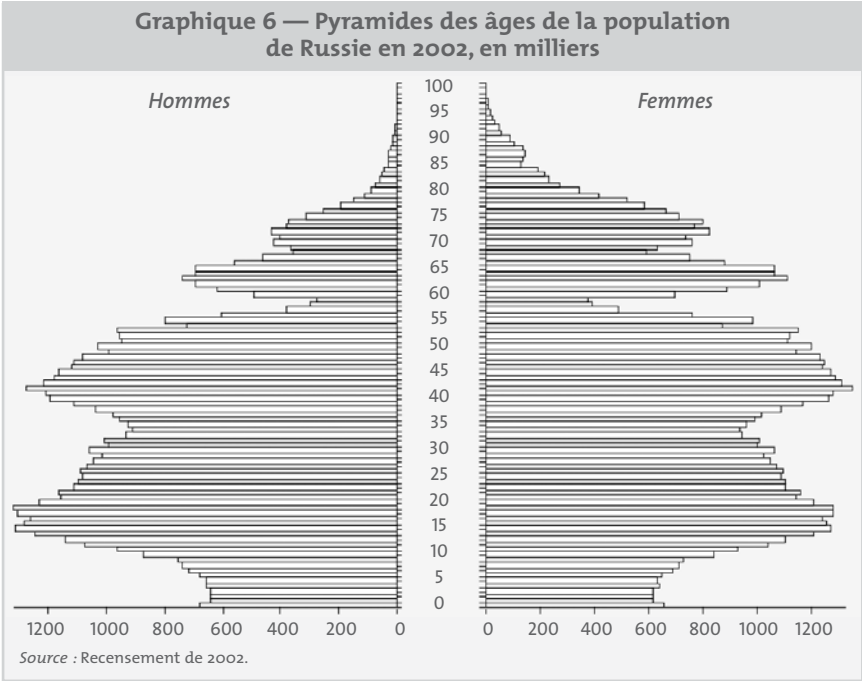
Graphique 5 — Effectif de la population de Russie : projections 2003-2100 d'après les prévisions d'extrapolation du CDEH (zones ombrées) et de l'ONU, en millions (échelle de gauche) et suivant différents intervalles de confiance (échelle de droite)*


*Les chiffres sur l'axe de droite indiquent les intervalles de confiance correspondant aux limites des zones de différents niveaux de gris.

Sources : CDEH et ONU.

résultats. Au cas où cette variante se réaliserait pleinement, la population de Russie cesserait de diminuer et garderait son effectif au cours du siècle.

Les différences importantes entre les prévisions d'extrapolation et celles de stabilisation (autrement dit, ciblées sur la migration) ne concernent pas seulement l'effectif de la population mais également la composition par âge.



L'effectif initial et le destin démographique des générations qui représentent la population actuelle de la Russie ont été fortement touchés par les catastrophes de la première moitié du XX^e siècle, ce qui a provoqué des déformations considérables dans la pyramide des âges de la population de Russie. Plus on s'éloigne des périodes de bouleversements démographiques, plus leur influence sur la pyramide des âges s'atténue. De fait, vers 2050, la disproportion entre les sexes et entre les groupes d'âge voisins sera beaucoup moins marquée qu'aujourd'hui. Vers 2100, à condition qu'il n'y ait pas de cataclysme social ou naturel, le contour de la pyramide des âges russe sera encore plus aplani. Si dans le cas des prévisions d'extrapolation, les conséquences des catastrophes démographiques du XX^e siècle sont encore perceptibles dans la pyramide des âges russe, même dans 100 ans, ce ne sera pas le cas pour les prévisions de stabilisation où elles figureront à peine.

Que ce soit dans les variantes d'extrapolation ou de stabilisation, la répartition par âge et par sexe de la population se stabiliserait, dans une grande mesure, à partir de 2050 environ. Du moins, la part des trois groupes d'âge dans la population resterait-elle presque inchangée (tableau 2). Dans la période de stabilisation relative qui suivra, après 2050, on devrait compter, en moyenne, 31,3 % de personnes âgées dans l'ensemble de la population d'après les prévisions de stabilisation, et 34,7 % d'après les prévisions d'extrapolation.

Tableau 2 — Part des trois grands groupes d'âge de la population de Russie, 1939-2100, en %

Groupes d'âge					Prévisions (valeurs médianes)			
	1939	1959	1989	2002	2050		2100	
					Extrapolation	Stabilisation	Extrapolation	Stabilisation
0-15	38,8	29,9	24,5	18,2	15,4	16,3	15,9	16,5
16-54 (59)*	52,5	58,4	57,0	61,3	48,4	51,6	49,2	51,6
54 (59)* ou +	8,6	11,8	18,5	21,5	36,1	32,1	34,6	31,8

*L'âge indiqué dépend du sexe : 54 ans pour les femmes qui ont droit à la retraite à 55 ans, 59 pour les hommes qui ne partent à la retraite qu'à 60 ans.
Source : CDEH.

Mais les changements du nombre absolu de travailleurs potentiels (autrement dit des personnes d'âge actif, qui regroupent, d'après la loi sur les retraites en vigueur en Russie, les hommes de 16 à 60 ans et les femmes de 16 à 55 ans) dépendent fortement des variantes des prévisions.

Au cours des 50 dernières années, cet effectif s'est globalement accru malgré quelques fluctuations. L'accroissement se poursuit encore aujourd'hui mais il ne se maintiendra pas longtemps. Les projections d'extrapolation anticipent, dès 2006-2007, une baisse rapide du nombre absolu de Russes d'âge actif. On peut dire avec une probabilité de 50 % que vers 2050, ils seront

Tableau 3 — Effectif de la population à l'âge actif selon deux variantes de prévisions*, en millions de personnes

	Médiane		« Fourchette » avec un intervalle de confiance de 60 %	
	Prévisions d'extrapolation	Prévisions de stabilisation	Prévisions d'extrapolation	Prévisions de stabilisation
1950	59,7	59,7	59,7	59,7
1975	78,7	78,7	78,7	78,7
2000	86,5	86,5	86,5	86,5
2025	70,1	81,6	68,5-71,4	79,2-84,3
2050	47,7	74,3	40,9-54,7	71,5-76,7
2075	37,5	75,3	26,5-49,7	71,2-78,8
2100	30,6	74,7	18,4-46,4	69,0-79,5

*Effectif réel jusqu'en 2000, et d'après les variantes d'extrapolation et de stabilisation des prévisions ensuite.
Source : CDEH.

45 % de moins qu'en 2000 et 20 % de moins qu'en 1950, et qu'en 2100 il ne restera qu'environ 35 % du nombre des hommes d'âge actif que comptait la Russie en 2000.

Si l'on arrive à concrétiser la variante de stabilisation, la situation sera différente (tableau 3). Mais, même d'après cette variante, il semble impossible d'éviter pleinement la baisse de l'effectif de la population active. Cette baisse serait cependant beaucoup moins importante. Elle ne se poursuivrait, avec une probabilité de 50 %, que jusqu'au milieu du siècle et, à ce moment-là, l'effectif de la population active baisserait de moins de 15 % par rapport au niveau de 2000 pour atteindre approximativement celui de 1971, après quoi il se stabiliserait.

La baisse de l'effectif de la population active s'accompagnant d'un vieillissement permanent, cela conduit inévitablement à alourdir la charge que représentent les personnes âgées (nombre de personnes âgées sur 1000 actifs), que l'on ne saurait éviter ni dans les variantes d'extrapolation, ni dans celles de stabilisation (tableau 4).

Les pronostics d'extrapolation prédisent, avec une probabilité de 50 %, que le nombre de personnes âgées à charge augmentera de 103 % en 100 ans. D'après les pronostics de stabilisation, cet accroissement serait moindre mais resterait également considérable : 77 %. La différence est importante mais elle ne change presque rien quant au principe, car même d'après la variante de stabilisation, le nombre de personnes âgées à charge devrait rester très important.

L'évolution de la charge démographique générale, autrement dit celle que présentent les personnes âgées et les enfants pris ensemble serait moins dramatique, néanmoins la différence entre les variantes est également sensible

Tableau 4 — Nombre de personnes âgées* sur 1000 actifs selon deux variantes de prévisions**

	Médiane		« Fourchette » avec un intervalle de confiance de 60 %	
	Prévisions d'extrapolation	Prévisions de stabilisation	Prévisions d'extrapolation	Prévisions de stabilisation
1950	183	183	183	183
1975	270	270	270	270
2000	346	346	346	346
2025	493	468	476-512	452-490
2050	747	623	638-887	555-700
2075	705	595	553-938	498-720
2100	703	613	519-1021	483-796

*Les personnes âgées sont donc les hommes de 60 ans ou plus et les femmes de 55 ans ou plus.

**Effectif réel jusqu'en 2000, et d'après les variantes d'extrapolation et de stabilisation des prévisions ensuite.

Source : CDEH.

Tableau 5 — Charge démographique générale (enfants et personnes âgées) sur 1000 actifs selon deux variantes de prévisions*

	Médiane		« Fourchette » avec intervalle de confiance de 60 %	
	Prévisions d'extrapolation	Prévisions de stabilisation	Prévisions d'extrapolation	Prévisions de stabilisation
1950	732	732	732	732
1975	699	699	699	699
2000	682	682	682	682
2025	785	764	731-834	707-818
2050	1 065	937	1 004-1 153	876-1 015
2075	1 025	918	906-1 229	832-1 026
2100	1 031	938	887-1 297	839-1 099

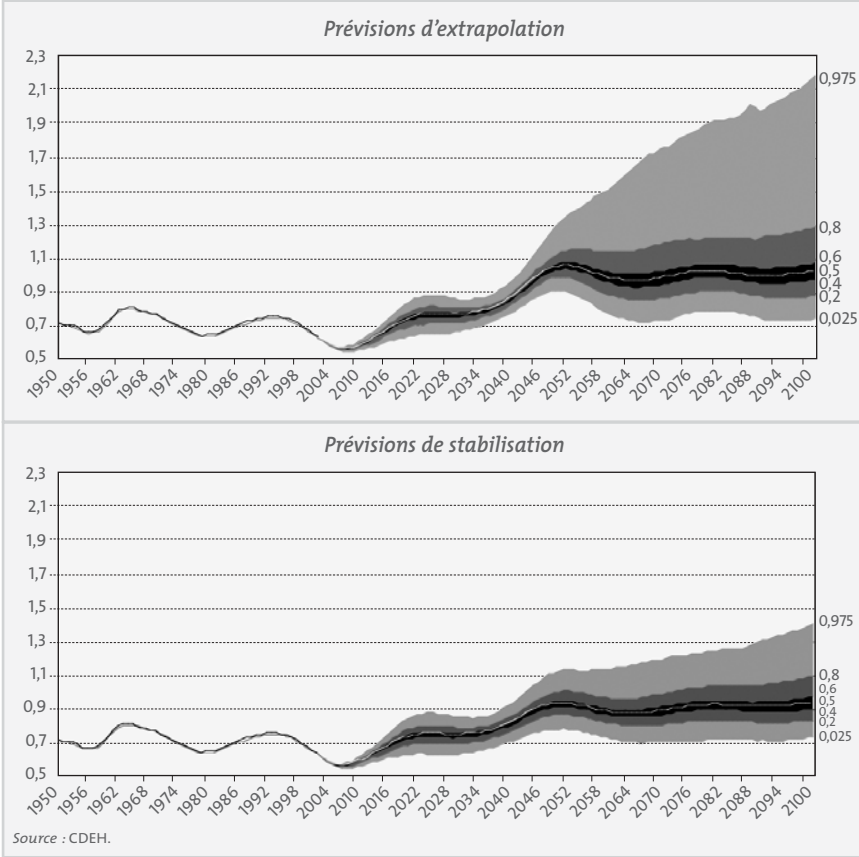
*Effectif réel jusqu'en 2000, et d'après les variantes d'extrapolation et de stabilisation des prévisions ensuite.

Source : CDEH.

(tableau 5 et graphique 8). Au cours des 50 dernières années, c'est en 1964-1965 qu'elle a été la plus lourde, représentant 818 personnes sur 1000 d'âge actif. Par rapport à ce niveau, l'accentuation de ce *ratio* serait vers 2100, avec une probabilité de 50 %, de 23 % d'après les prévisions d'extrapolation et de seulement 13 % d'après les prévisions de stabilisation.

Par rapport au niveau atteint en 2000, cet accroissement serait plus important : respectivement de 51 % selon les prévisions d'extrapolation et de 38 % selon celles de stabilisation. Mais la différence entre les grandeurs finales des charges selon les deux variantes de prévisions n'est pas très grande : la charge démographique générale en 2100 d'après la variante de stabilisation serait

Graphique 8 — Charge démographique générale (enfants et personnes âgées, échelle de gauche) sur un actif : projections 2001-2100 selon les variantes d'extrapolation et de stabilisation, et suivant différents intervalles de confiance (échelle de droite)



Source : CDEH.

inférieure de 9 % à celle de la variante d'extrapolation (en ne considérant que les personnes âgées à charge, cette différence serait de 13 %).

La différence entre les approches d'extrapolation et de stabilisation se révèle dans la dynamique de tous les contingents par âge et par sexe, qu'il s'agisse de travailleurs, d'étudiants, de recrues, etc. On le voit très bien sur l'exemple des mères potentielles, autrement dit, des femmes en âge de procréer (de 15 à 49 ans). L'avenir démographique du pays est évidemment lié à leur nombre qui, ces 50 dernières années, a généralement augmenté en Russie, malgré quelques fluctuations, et est à présent plus important que jamais. Mais ces toutes dernières années, cette croissance a cessé et dans la seconde moitié de cette décennie, il y aura une baisse du nombre de femmes en âge de procréer. Cependant, les deux variantes de prévisions donnent des résultats tout à fait

différents. Selon les prévisions d'extrapolation, la chute serait catastrophiquement rapide. Vers 2050, le nombre de mères potentielles en Russie pourrait être divisé par deux et, vers 2100, par trois. La réalisation de la variante de stabilisation permettrait de freiner brutalement la réduction jusqu'en 2050 (elle ne se réduirait pas de 50 % mais de seulement 20 %) et de stabiliser le nombre de mères potentielles après 2050, de sorte qu'à la fin du siècle ce nombre pourrait être deux fois et demie plus élevé que d'après les prévisions d'extrapolation.

Stratégies migratoires alternatives

La dépopulation et le vieillissement dus aux profonds changements qui ont eu lieu dans les processus démographiques et qui sont liés à la modernisation de la reproduction des générations, appelée « transition démographique », constituent les principaux défis que devra relever la société russe au XXI^e siècle. Elle ne le fera que si elle réussit à concilier deux sortes de réponses que l'on pourrait conventionnellement qualifier de « qualitatives » et « quantitatives ».

La réponse qualitative exige que l'on adapte les institutions économiques et sociales aux nouvelles conditions démographiques de la Russie. À ces fins, il faut passer des formes extensives de développement aux formes intensives, assurer au maximum la rentabilité des ressources affectées à l'économie, l'enseignement, la santé publique, la science ou la sécurité. Cette intensification est seule capable de compenser partiellement les évolutions démographiques défavorables et de créer des conditions susceptibles de permettre aux générations actuelles de Russes, moins nombreuses que par le passé, de régler leurs problèmes sans porter préjudice à l'existence même des générations de leurs enfants et petits-enfants.

Toutefois, cette réponse à elle seule n'est pas suffisante. On peut trouver, en principe, bien des arguments selon lesquels la décroissance de la population n'est pas toujours un mal et sa croissance pas toujours un bien. Cependant, du point de vue des conditions concrètes de la Russie, il est difficile de ne pas voir que le déclin démographique présente de très grands désavantages⁷. La Russie a besoin et aura besoin d'hommes, et ce besoin ne disparaîtra pas même si elle fait de grands progrès dans le domaine scientifico-technique ou social, progrès qu'il n'est d'ailleurs pas si facile d'obtenir. Aussi faudra-t-il trouver, parallèlement à une réponse qualitative, une réponse quantitative, démographique, susceptible de freiner au maximum la réduction de la population de Russie et, dans l'idéal, de stabiliser son effectif. Même si les prévisions montrent que l'on peut y arriver, dans une certaine mesure, par

7. Cf. VICHNEVSKI Anatoli. « Une superpuissance sous-peuplée. La Russie en 2010 ». *Le Débat*, mai-août 2004, n° 130, p. 71.

Tableau 6 — Part des migrants et de leurs descendants dans la population de Russie selon deux variantes de prévisions, en %

	Médiane		« Fourchette » avec intervalle de confiance de 60 %	
	Prévisions d'extrapolation	Prévisions de stabilisation	Prévisions d'extrapolation	Prévisions de stabilisation
2025	2,4	15,3	1,4-3,3	11,4-19,2
2050	4,9	34,6	3,0-6,6	25,5-43,5
2075	7,6	50,9	4,7-10,3	37,3-63,5
2100	11,2	60,8	6,7-15,4	43,5-75,5

Source : CDEH.

la hausse de la fécondité et la baisse de la mortalité, ces possibilités sont relativement restreintes. Seule l'immigration est réellement capable de fournir des ressources pour la réponse démographique.

Par ailleurs, on ne saurait non plus surestimer la possibilité de recourir à cette ressource. Le flux massif des immigrants peut engendrer de sérieux problèmes et dangers. Que le développement démographique de la Russie suive la variante de stabilisation et il se produira alors un changement considérable de la composition de sa population, la part des migrants et de leurs descendants augmentant rapidement et représentant, probablement, plus de la moitié de sa population dans la seconde moitié du XXI^e siècle (tableau 6).

La Russie n'est pas la seule à faire face à la perspective d'une modification de la composition de sa population due aux flux migratoires. En 2000, les experts du Département de la population de l'ONU avaient préparé un rapport sur la migration de remplacement comme possible solution au problème de la diminution de la population et de son vieillissement⁸. Selon les calculs présentés dans ce rapport, la migration nette indispensable pour compenser l'accroissement naturel négatif de la population des pays industriels conduirait à ce que vers 2050, la part des migrants et de leurs descendants dans un grand nombre de ces pays soit très importante : elle pourrait atteindre 28 % en Russie, 26 % en moyenne pour l'Europe et bien davantage dans certains pays comme l'Allemagne (36 %) ou l'Italie (38 %) ⁹.

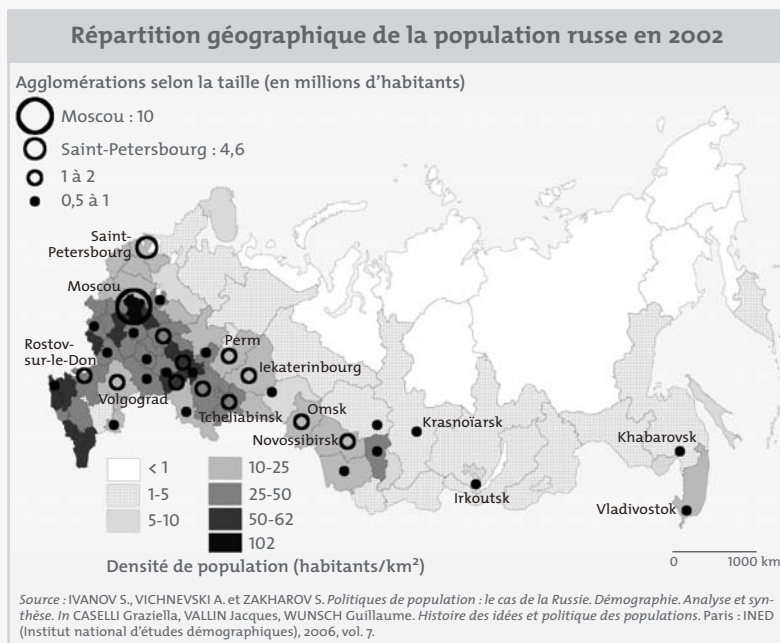
Les dernières estimations pour la Russie (tableau 6) sont plus élevées que celles données par l'ONU car elles tiennent compte de la baisse continue de la population du pays. Le besoin en immigrants pour le maintien de l'effectif de la population de Russie au niveau du début du siècle s'est accru. C'est pourquoi si la variante des prévisions de stabilisation se réalisait, la part des

8. *Replacement Migration: Is it a Solution to Declining and Ageing Populations?* New York : Nations unies, 2000 (mis à jour en 2004).

9. *Ibidem*, p. 160.

LA RÉPARTITION DE LA POPULATION RUSSE

La Russie, le pays le plus vaste du monde, s'étend sur plus de 17 millions de kilomètres carrés. En revanche, sa population n'est pas très nombreuse



Population et territoire des districts fédéraux de la fédération de Russie en 2005

	Population		Territoire		Densité de la population au km ²
	En milliers	En %	En milliers de km ²	En %	
Fédération de Russie	143 474,2	100,0	17 075,4	100,0	8,4
dont les districts :					
du Centre	37 545,8	26,2	650,7	3,8	57,7
du Nord-Ouest	13 731,0	9,6	1 677,9	9,8	8,2
du Sud	22 820,8	15,9	589,2	3,4	38,7
de la Volga	30 710,2	21,4	1 038,0	6,1	29,6
de l'Oural	12 279,2	8,6	1 788,9	10,5	6,9
de la Sibérie	19 794,2	13,8	5 114,8	30,0	3,9
de l'Extrême-Orient	6 593,0	4,6	6 215,9	36,4	1,1
Partie européenne de la Russie	111 787,1	77,9	4 309,5	25,2	25,9
Partie asiatique de la Russie	31 687,1	22,1	12 765,9	74,8	2,5
Régions de l'Extrême Nord et assimilées	10 803,0	7,5	11 900,0	69,7	0,9

Source : IVANOV S., VICHNEVSKI A. et ZAKHAROV S. *Op. cit.*

Les sept districts fédéraux russes créés en 1992



1. District fédéral du Centre (Moscou)*
2. District fédéral du Nord-Ouest (Saint-Pétersbourg)
3. District fédéral du Sud (Rostov-sur-le-Don)
4. District fédéral de la Volga (Nijni Novgorod)
5. District fédéral de l'Oural (Iekaterinbourg)
6. District fédéral de la Sibirie (Novossibirsk)
7. District fédéral de l'Extrême-Orient (Khabarovsk)

* Les villes entre parenthèses correspondent aux centres administratifs.

et, de surcroît, n'est pas uniformément répartie sur cet immense territoire. La région centrale de la Russie, le Caucase du Nord, les régions de la Volga sont relativement bien peuplées même si la densité de la population y est beaucoup plus faible que dans l'Union européenne (119 habitants au kilomètre carré). Mais la partie asiatique qui s'étend sur les trois quarts du territoire ne compte qu'un habitant de Russie sur cinq (tableau). Les régions de l'extrême Nord et celles qui sont reconnues pour avoir les plus rudes conditions climatiques occupent 70 % du territoire du pays et sont très faiblement peuplées. Au début de 2004, on comptait dans ces régions 10,8 millions d'habitants, soit 7,5 % de la totalité de la population russe.

Les districts fédéraux du Centre et des régions de la Volga, les plus fortement peuplés, rassemblent respectivement 26,2 % et 21,4 % de la population russe. Dans le district de l'Extrême-Orient, qui occupe plus d'un tiers du territoire du pays, ne vivent que 4,6 % d'habitants de Russie.

« La dérive occidentale » des migrations internes

Au cours du XX^e siècle, la répartition interrégionale de la population a été marquée par des déplacements souvent forcés, vers le nord et l'est et, dans une moindre mesure, le sud. La part des Russes qui vivaient dans la partie asiatique du pays s'est élevée régulièrement, pour passer — ce, malgré un ralentissement considérable dans les

années 1960 et 1980 —, de 13,3 % en 1926 à 21,8 % de la population totale en 1989.

Après le recensement de 1989, on observe une tendance contraire, le reflux de la population des régions périphériques du nord-est vers le sud-ouest. En définitive, la population de la partie asiatique du pays a diminué de 2,4 millions d'habitants entre 1989 et 2005, et sa part s'est réduite à 20,7 %.

Entre les recensements de 1989 et de 2002, les migrations internes interrégionales entre les sujets de la fédération ont concerné 10,2 millions de personnes. Le flux de ces migrations est toujours dirigé du nord et de l'est vers le centre et le sud-ouest. Les deux pôles migratoires les plus importants sont les districts fédéraux du Centre, qui draine la population de tous les territoires du pays, et de l'Extrême-Orient, qui cède sa population à tous les territoires. Le Centre a acquis près des deux tiers de la population ayant migré entre les districts fédéraux (carte ci-dessus) entre 1989 et 2002, alors que la Sibirie et l'Extrême-Orient ont cédé, au cours de cette période, un million de leurs habitants.

Toutes les régions situées à l'ouest de l'Extrême-Orient perdent leur population en raison des migrations vers les régions les plus à l'ouest, mais compensent tout ou partie de cette perte par les migrations en provenance des régions de l'est. Ainsi, l'Extrême-Orient a un solde migratoire négatif avec toutes les régions sans exception, la Sibirie avec toutes les régions de l'ouest mais elle compense 30 % de ses

perdes par les arrivées en provenance de l'Extrême-Orient ; quant à la région de l'Oural, elle a compensé 50 % de ses pertes par les flux issus de la Sibérie et de l'Extrême-Orient.

Selon les résultats du recensement de 2002, 106,4 millions de Russes vivaient dans les agglomérations urbaines (73,3 %) contre 38,7 millions (26,7 %) dans les localités rurales. Pour la première fois de toute l'histoire contemporaine de la Russie, l'effectif de la population urbaine s'est réduit, entre les recensements de 1989 et 2002, de 1,5 million d'habitants, soit de 1,4 %, alors qu'au cours de la plus grande partie du XX^e siècle elle ne faisait que s'élever (15 % au début du siècle, près du tiers à la fin de 1930, 50 % à la fin de 1950, près des trois quarts à la fin de 1980). La population rurale qui, au contraire, perdait de son effectif, s'est

réduite également entre les deux derniers recensements, mais sa réduction, inférieure à 1 %, a été moins importante que celle de la population urbaine.

La tendance à la concentration de la population urbaine dans les très grandes villes, ainsi qu'à la réduction de la part de la population des petites localités urbaines, se maintient. Le pourcentage des citadins concentrés dans les villes « millionnaires » est passé de 23,3 % en 1989 à 25,8 % en 2002 et la part des habitants des grandes villes (de plus de 100 000 habitants) est passée de 57,0 % de la population urbaine en 1989 à 60,5 % début 2004. En revanche, la part des habitants des petites villes (de moins de 50 000 habitants) a baissé de 27,2 % en 1989 à 25,5 % en 2002 et à 25,3 % en 2004.

A.V.

migrants venus après 2000 et de leurs descendants dans la population de Russie approcherait, avec une probabilité de 50 %, 35 % vers 2050, et dépasserait 60 % dans 100 ans.

Et dans 50 et 100 ans, cette part serait particulièrement élevée dans la tranche d'âge actif, en représentant respectivement 39 % et 61 % (valeurs médianes). Elle serait presque aussi élevée parmi les enfants, 38 % et 59 %. Parmi les plus âgés, les migrants représenteraient, avec une probabilité de 50 %, 28 % vers 2050 mais à la fin du siècle, dans ce groupe d'âge également, il y aurait plus de 56 % de migrants et de leurs descendants.

D'où viendraient ces futurs migrants ? Selon certaines estimations ¹⁰, la Russie peut compter dans un proche avenir sur environ trois à trois millions et demi de Russes ethniques en provenance des ex-républiques, et encore environ 500 000 représentants d'autres ethnies autochtones de la Russie, ainsi que sur trois à quatre millions de représentants des peuples originaires des ex-républiques. Bien qu'appartenant à une autre tradition culturelle, ces derniers maîtrisent la langue russe et sont étroitement liés avec la Russie par

10. VICHNEVSKI Anatoli (sous la dir. de). *Prospects for Migration and Russia's Ethnic Development and their Account in the Development of Strategic Guidelines of the Country's Development in the Long Run*. Moscou : IET (Institute for the Economy in Transition), 2004.

l'histoire des deux derniers siècles. La Russie n'aura pas beaucoup de mal à digérer ces flux. Mais si ces estimations sont justes, il s'agira en tout et pour tout de sept à huit millions de personnes alors que pour les 25 prochaines années seulement, il en faudrait trois fois plus. La stratégie magistrale de stabilisation ne pourra donc être réalisée que si l'on fait appel à des migrants tout à fait étrangers à la Russie par leur langue, leurs traditions culturelles et religieuses.



Autant de faits qui entravent la compréhension, la communication entre les hommes. Mais le plus grave, c'est qu'issue des grandes migrations des pays ruraux et pauvres vers les pays urbains et riches, la masse essentielle des nouveaux arrivants, du moins au début, se retrouve en bas de la pyramide sociale. Même si les immigrants sont prêts à se soumettre à toutes les conditions, passé un certain temps, ils commencent à éprouver le sentiment d'appartenir à une minorité discriminée à laquelle certaines chances sont refusées. Cet état des choses bloque ou freine sensiblement leur intégration dans les pays d'accueil, les incite à se regrouper autour des valeurs « ethniques » traditionalistes qu'ils gardent intactes, alimente les idéologies contestataires y compris extrémistes, la criminalité « ethnique », etc. En définitive, l'immigration massive peut dégénérer en un facteur sérieux de déstabilisation.

Ce danger est bien réel et l'on peut comprendre la volonté collective de plus en plus forte de régler les problèmes migratoires par une stratégie d'interdiction absolue, de limitation au maximum de l'afflux des migrants en Russie suivant la formule : pas de migrants, pas de problèmes. Cet état d'esprit est très répandu en Russie. Aussi, la stratégie démographique de stabilisation s'avère-t-elle peu probable pour les années à venir et le développement démographique devrait plutôt se conformer à la variante d'extrapolation. Mais s'il faut parler d'un avenir plus lointain, on ne saurait exclure que, la situation démographique continuant à se dégrader, il faudrait bon gré mal gré accepter la stratégie de stabilisation.

Dans tous les cas, l'avenir démographique de la Russie dépendra, dans une grande mesure, de la façon dont sera relevé le défi migratoire. Car ce défi concentre tous les autres défis démographiques auxquels le pays doit faire face. La situation démographique, la situation sur le marché du travail contraignent la Russie à étendre l'immigration. Dans le cas contraire, ce vers quoi penche une partie de la société russe, il faudra se résigner à la baisse continue de la

population, à son vieillissement, à la réduction de l'effectif des travailleurs, à la perte du rang de la Russie dans la hiérarchie démographique mondiale, à la dégradation perpétuelle du rapport population / territoire déjà loin d'être idéal, etc. Mais si l'on cherche à éviter la dépopulation et le vieillissement, ou du moins à le ralentir au moyen d'un flux massif de migrants, sans avoir de programme précis de leur intégration dans la société russe, on risque de tomber dans un piège sociopolitique qui réduira à néant tous les acquis démographiques.

Qu'on le veuille ou non, la recherche d'une réponse au défi migratoire du XXI^e siècle devient un des objectifs les plus importants de la politique intérieure voire extérieure de la Russie.
